

AFGHANISTAN - PAKISTAN

mort du Mollah Omar : chaos à venir ou opportunité ?

n°32

JUILLET 2015

SOMMAIRE

□ Et ce qui fut ces dernières années une rumeur relayée régulièrement de Kaboul à Islamabad, de Kandahar à Washington, s'officialisa dans les derniers jours de juillet : les autorités afghanes tout d'abord, suivies un jour plus tard par leurs "homologues" talibanes, annonçaient la mort du Mollah Omar, chef historique de l'insurrection talibane, intervenue ... deux ans plus tôt (avril 2013) dans un hôpital de Karachi (où le chef taliban était soigné) ; un décès de mort naturelle survenue sur le sol afghan selon la "communication" des talibans pour qui le Mollah n'aurait *jamais* quitté l'Afghanistan depuis la chute du régime taliban et l'arrivée de la coalition américano-otanienne à l'automne 2001. Passons...

□ Au-delà des divers scénarios de sa disparition défendus ces derniers jours par ses sympathisants comme ses détracteurs, des affirmations des uns et des autres quant aux circonstances précises de cet événement loin d'être sans conséquences pour le présent (cf. cohésion de l'insurrection talibane ; poursuite des combats) et le futur immédiat (cf. discussions préliminaires de 'paix' entre Kaboul et les talibans) de ce pays éreinté par quatre décennies de conflit, le *timing* ne manquera pas d'interpeller l'observateur.

□ Alors que le trépas de celui qui n'était jamais réapparu en public depuis près de quinze ans remonterait à plus de deux ans, son annonce intervint précisément la veille de la reprise de discussions (exploratoires) de paix entre le gouvernement afghan et certains émissaires de l'insurrection radicale taliban. Tout sauf une coïncidence ; de là à en déduire que certains acteurs du retors contexte afghano-pakistanaïentendent compliquer cette tortueuse entreprise de dialogue entre Kaboul et les insurgés talibans, il n'y aura qu'un pas...

□ Et comment éluder l'omniprésence, une fois encore, du **Pakistan** au cœur de la matrice afghane ? Quatre ans après la neutralisation définitive du leader historique d'Al-Qaïda par un commando d'élite américain sur le sol pakistanais (Abbottabad ; mai 2011), c'est encore sur ce même territoire que le chef taliban afghan aurait passé ses derniers jours (si ce n'est plus vraisemblablement la majorité de son temps d'exil depuis 2001). Un 'séjour' tout sauf anodin qui, de Quetta (quartier général de la hiérarchie talibane en exil, la *Quetta Shura*) à Peshawar en passant par Karachi ou les zones tribales (Waziristan), pouvait difficilement se concevoir sans un blanc seing préalable de certaines autorités (militaires notamment) pakistanaises ; pour ne pas parler d'une plus que probable coopération de tous les instants.

□ Déjà, la configuration *post-Mollah Omar* et ses incidences sur le fébrile cadre politico-sécuritaire s'interprète différemment selon les interlocuteurs ; pour certains, cette disparition serait porteuse de risque et de tourments, ces derniers appuyant leur thèse sur le vraisemblable affaiblissement du leadership taliban sur ses troupes, sur l'existence de divers courants centripètes contestant l'autorité du tout nouveau chef taliban (Mollah Akhbar M. Mansour, désigné le 30 juillet), ou encore sur les avancées de "l'Etat Islamique" (EI) dans ces contrées exposées au chaos. Pour d'autres, relevant l'implication *a priori* plus volontaire du Pakistan dans les efforts de dialogue devant rapprocher Kaboul des insurgés talibans et l'amélioration récente de la relation afghano-pakistanaïse, cette nouvelle configuration pourrait au contraire s'avérer *favorable* aux avancées. L'occasion d'esquisser ci-après quelques réflexions sur ces diverses thématiques sensibles — si ce n'est ouvertement tortueuses - dépassant le seul cadre afghan.

Olivier GUILLARD, le 5 août 2015

Olivier Guillard est directeur de recherches *Asie* à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS ; Paris), chercheur au CERIAS (UQAM ; Montréal), directeur de l'information du cabinet de conseil Crisis 24 (Paris ; Washington ; Kuala Lumpur).

☒ **OFFICIALISATION DE LA MORT DU MOLLAH OMAR ; UN TIMING NE DEVANT RIEN AU HASARD...** Le monde a donc appris le 29 juillet, par l'intermédiaire d'un communiqué laconique des services de renseignement afghans (NDS), que l'énigmatique et fort discret chef historique de l'insurrection islamiste taliban, le Mollah Omar, n'était finalement plus de ce monde ; depuis le printemps 2013...: *"Il n'y a aucun doute. Nous confirmons sa mort. Il est décédé en avril 2013, il y a deux ans, à Karachi"*, résuma le porte-parole du National Directorate Security. Une annonce tonitruante soulevant initialement, comme de coutume

"Je suis opposé à la décision de choisir Mollah Akhtar Mansour comme nouveau leader", Mollah Yaqoub (31 juillet 2015), fils du défunt Mollah Omar, chef historique de l'insurrection talibane afghane.

à pareille évocation d'un possible trépas du *commandeur des croyants* (auto-proclamé en 1996) - la 4^e en l'occurrence depuis 2001...-, un scepticisme général. Les Afghans, la communauté internationale attendaient le traditionnel démenti des partisans de 'l'Emirat Islamique d'Afghanistan' (appellation renvoyant au régime taliban de 1996-2001), c'est une confirmation (inhabituellement)

rapide qu'apportèrent dès le lendemain (30 juillet) divers responsables talibans, à quelques variantes près (cf. pour ces insurgés radicaux, leur défunt chef serait décédé sur le sol afghan). *"La direction de l'Emirat Islamique et la famille du Mollah Omar annoncent que ce dernier est décédé des suites d'une maladie"* annonça sommairement un communiqué des talibans (*Dawn*, 30 juillet). Plus de deux ans après les faits, aussi importants soient-ils pour les Afghans, qu'est ce qui justifierait le timing de cette révélation ? Existerait-il un motif particulier pour que dans un élan d'une rare unanimité entre l'administration afghane et sa pire ennemie des deux dernières décennies (l'insurrection talibane), toutes deux accordent à quelques heures d'intervalle leur discours sur un sujet aussi volatile ? Parmi les pistes évoquées avec le plus d'insistance ces derniers jours se susurre notamment la volonté de certains acteurs de freiner, d'entraver les récentes discussions préliminaires de paix entre émissaires du gouvernement afghan et représentants des talibans ; une entreprise sur laquelle l'actuel président afghan M. A. Ghani a lourdement investi politiquement depuis son entrée (chaotique) en fonction voilà bientôt un an (21 sept. 2014), notamment en militant pour un (net) apaisement des tensions et des contentieux avec Islamabad, sans l'appui de qui ne sauraient se concevoir des perspectives (fussent-elles encore fort lointaines si ce n'est toute théoriques) de paix, tant les sorts des voisins afghans et pakistanais sont inextrica-

blement liés ces dernières décennies ; davantage pour le pire que pour le meilleur, du reste... Le 7 juillet, dans la plaisante ville d'altitude de Murree (Pakistan, province du Punjab ; 60 km au nord-est d'Islamabad), des délégations gouvernementales et talibanes tenaient leur première rencontre officielle ; à son issue, ces extrêmes du spectre politique afghan s'étaient entendus — dans une atmosphère moins pesante que redoutée (*"Taliban-Afghan Meeting Ends With Optimism and Plans to Hold More talks"*, *NYT*, 8 juillet) - sur la possibilité de poursuivre les discussions sur une *ouverture de pourparlers de paix* et de se revoir à nouveau quelques semaines plus tard ; le 31 juillet précisément...

De fait, la révélation deux jours avant ce *second round* de discussions (destiné à *créer de la confiance* - un concept des plus incertains en Afghanistan — entre les parties et à consolider les récentes interactions) de la mort du Mollah Omar et de la nomination (expresse) d'un nouveau 'dirigeant Suprême' taliban ont pour le moment figé cette dynamique insolite et reporté *sine die* la rencontre initialement prévue. Une évolution qui pourrait faire le jeu d'entités hostiles à ces discussions préliminaires, ou encore d'acteurs afghans réservés quant au retour en grâce rapide du Pakistan (quasi-universellement taxé d'ingérence permanente dans les affaires intérieures par 32 millions d'Afghans) auprès de l'actuel chef de l'Etat afghan...

☒ **LE MOLLAH AKHTAR M. MANSOUR, UN SUCCESEUR LOIN DE FAIRE L'UNANIMITÉ DANS LES RANGS TALIBANS.** C'est donc dans la foulée immédiate de l'annonce de la mort du chef spirituel taliban (de la tuberculose ?) que fut désigné son successeur, le Mollah Akhbar Muhammad Mansour (selon un protocole *ad hoc* étonnement rapide faisant débat au sein de cette insurrection islamiste). Tout sauf un inconnu ; jusqu'alors n°2 du mouvement taliban, ce dernier officiait depuis cinq ans en second dévoué du Mollah Omar, pilotant *de facto* l'influente *Quetta Shura*, instance collective suprême (en exil au Pakistan...) de ce mouvement radical. Pach-toune probablement quinquagénaire, ancien mujahideen ayant croisé le fer dans les années 80 avec l'occupant soviétique, il hérita plus tard d'un ministère (aviation) du temps de l'Emirat Islamique d'Afghanistan (1996-2001). Prétendre que son arrivée à la tête de ce mouvement radical terroriste et violent ne trouve que

"La mort du Mollah Omar est demeurée secrète durant deux ans. Je considère qu'il s'agit d'une erreur historique (...). J'ai décidé de mettre un terme à mon mandat de responsable du bureau politique (taliban) de Doha", Tayeb Agha, cité par The Nation (Pakistan), le 4 août.

des supporters zélés reviendrait à manier hardiment l'euphémisme ; si on semble à cette heure s'accommoder de la nomination du Mollah A.M. Mansour au Pakistan, on ne rencontre pas exactement le même enthousiasme en terre afghane et notamment, au sein de la composite galaxie talibane.

Certaines personnalités - et non des moindres - n'ont pas hésité à faire part de leur mécontentement quant à l'identité et au mode de désignation du successeur du Mollah Omar.

Parmi ces insatisfaits, mentionnons en premier lieu la famille du défunt ; Abdul Manan Hotak (le frère du disparu), puis

le Mollah M. Yaqoub, jeune fils du Mollah Omar, soutenu par l'influent Mollah Abdul Qayuum Zakir, le chef militaire de l'insurrection talibane ; l'ambition du second d'endosser les responsabilités spirituelles et politiques de son père disparu tout en profitant du crédit et de l'expérience militaire du troisième s'est heurtée à un accueil impossible à contourner : l'insistance de certains acteurs majeurs (Pakistan ; branche Haqqani de l'insurrection) à la nomination immédiate du Mollah Mansour par une assemblée composite (*shura*) de responsables talibans, de personnalités religieuses, tribales et politiques à l'allégeance à géométrie variable mais globalement en bons termes avec l'intrigant voisin de l'Est (le Pakistan), un des trois seuls pays (avec l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis) à avoir reconnu en son temps (1996-2001) la 'légitimité' de l'Emirat Islamique taliban. Divers medias (afghan, chinois, indien) évoquaient dans leur édition du 5 août la possibilité que le fils du Mollah Omar ait été assassiné ces derniers jours ("Mullah Omar's son killed", *The Hindu*).

"Le djihad se poursuivra jusqu'à ce que soit instauré un système islamique en Afghanistan", Mollah Akhtar Muhammad Mansour, nouveau 'Dirigeant Suprême' des talibans, New York Times, 1^{er} août.

D'autres personnalités talibanes seniors — tels les Mollahs Hassan Rahmani et Razaq Akhund, proches du leader disparu — se sont jointes au chœur de la contestation.

Notons le cas éloquent de la démission le 4 août de Tayeb Agha, le chef de mission politique de "l'ambassade" talibane à Doha (Qatar ; inaugurée en juin 2013), ce dernier (notoirement proche du Mollah Omar) dénonçant notamment le fait que le nouveau dirigeant taliban ait gardé aussi longtemps secrète la mort de son prédécesseur (dans le dessein probable de se donner le temps d'asseoir son autorité sur ses troupes).

⊗ LA 'MAIN D'ISLAMABAD' DANS CETTE NOMINATION ?

Exclure toute possibilité d'ingérence pakistanaise (armée, services de renseignements — ISI) dans les événements de ces derniers jours en Afghanistan relèverait de l'aveuglement pur et simple ; depuis quarante ans si ce n'est davantage, le jeu de la République Islamique du Pakistan à l'endroit de son frêle et instable voisin de

"La révélation que le Mollah Omar soit décédé depuis si longtemps alors que les talibans continuaient à émettre des déclarations en son nom constitue un immense coup porté à leur crédibilité", J.M. Berger (Brookings Institution), Business Insider, 1^{er} août

l'ouest n'a jamais connu de pause ni chute dans l'échelle des priorités des responsables (militaires en tout premier lieu) pakistanais.

De la période de l'occupation soviétique (1979-89) à la violente guerre civile qui s'ensuivit, de la montée en puissance des talibans au milieu des années 90 à la chute de l'éphémère Emirat Islamique d'Afghanistan (oct. 2001), de l'arrivée sur le sol afghan de la coalition internationale (USA ; OTAN) à ce jour, les attentions d'Islamabad n'ont jamais cessé de façonner, d'une manière ou d'une autre, tout ou partie du script domestique afghan ; quitte pour cela à subir les foudres de la communauté internationale lorsque cette dernière place Islamabad

CHRONOLOGIE RÉCENTE

03/08/15 : démission du 'chef politique' de la mission talibane à Doha, en désaccord avec la nomination du nouveau leader taliban.

31/07/15 : la hiérarchie talibane confirme le décès du Mollah Omar

31/07/15 : annonce du décès du leader du réseau Haqqani (affilié aux talibans), le vétéran de la lutte anti-soviétique Jalaluddin Haqqani

31/07/15 : les talibans annoncent la nomination d'un nouveau 'dirigeant suprême', en la personne du Mollah Akhbar M. Mansour.

30/07/15 : les services de renseignements afghans annoncent la mort du chef historique des talibans, *a priori* survenue à Karachi (avr. 2013).

07/07/15 : discussions préliminaires de paix entre représentants du gouvernement afghan et émissaires talibans à Murree (Pakistan)

21/06/15 : contre-offensive des forces afghanes dans le nord (Kunduz)

"La fighting season" 2015 opposant les Talibans aux forces de sécurité afghanes s'avère être la plus meurtrière du genre depuis 2001. L'insécurité a significativement augmenté dans le pays, à l'instar du nombre des victimes civiles, ce, alors que les forces de sécurité sont confrontées à des pertes humaines considérables, rédhibitoires à terme", Vanda Felbab-Brown, spécialiste de l'Afghanistan à la Brookings Institution (Washington), Paper, 26 mai 2015.

face à ses responsabilités et à ses choix sujets à caution (cf. soutien aux talibans). Le nouveau leader taliban semble bénéficier d'une *proximité particulière* avec divers rouages politico-militaires du pays de Jinnah ; le fait que le Mollah Mansour ait dès son intronisation nommé deux adjoints proches de l'establishment militaire pakistanais — le chef religieux Haibatullah Akhundzada et Sirajuddin Haqqani, fils du redouté Jalaluddin Haqqani, fondateur du groupe radical pro-taliban 'réseau Haqqani' — basé au Waziristan (Pakistan) - dont l'annonce du décès (intervenu dit-on courant 2014) suivit de 24 heures celle du Mollah Omar...- semble confirmer la pérennité de l'axe Kandahar - Quetta - Islamabad.

☒ UN RISQUE D'IMPLOSION AU SEIN DE L'INSURRECTION

TALIBAN ? Les dissensions évoquées ci-dessus dans les rangs de la hiérarchie talibane afghane mettent plus encore en évidence une situation de fait observée depuis quelques temps : l'existence de tensions croissantes, de rivalités d'agendas et de personnalités dans la galaxie talibane contemporaine. Des fragilités longtemps masquées, contenues par l'autorité naturelle du Mollah Omar, aussi inaccessible qu'incontesté de ses troupes et de ses lieutenants de son vivant. Or, son successeur ne peut guère se revendiquer d'un tel confort ; malmenés dès sa prise de fonction, son autorité et son crédit moindres, sa légitimité religieuse toute relative aux yeux des austères autorités religieuses talibanes, ne lui fourniront assurément pas toutes les clefs pour maintenir plus longtemps la cohésion - déjà érodée - de cette franchise islamiste ("Afghan Taliban may split over Mullah Mansour election", *The Hindu*, 2 août).

☒ CETTE 'FRAGILISATION' DES TALIBANS POURRAIT-ELLE FAIRE LE JEU DE 'L'ÉTAT ISLAMIQUE' EN AFGHANISTAN ?

Non sans enjeu, la question taraude ces derniers jours les observateurs, anime les débats, inspire les éditorialistes du *Washington Post* ("Mullah Omar death, Islamic State growth shake Afghanistan peace hopes", 30 juillet) ou encore du *Wall Street Journal* ("How Death of Taliban's Mullah Omar Could Boost ISIS in Afghanistan", 29 juillet), enfin, inquiète les Afghans... ainsi que les res-

ponsables américains. Le Général John Campbell, patron des forces américaines encore déployées sur le sol afghan (environ 10 000 hommes), s'en est notamment ouvert à son auditoire le 4 août lors d'une communication à la Brookings Institution de Washington : "*La mort du chef taliban pourrait constituer une aubaine pour l'Etat Islamique*", intuita-t-il. De fait, ces derniers mois, bien en amont de cette "crise du leadership" taliban, une inflation inédite de *migration* de commandants talibans (à l'autorité aléatoire) vers l'organisation djihadiste 'Etat Islamique' (EI) a été observée. Cette dernière nourrit quelque ambition d'étendre son agenda radical sur ce théâtre de crise propice ; l'affaiblissement de ce rival encore en position dominante sert indiscutablement ses intérêts.

'Les talibans peuvent accepter l'invitation du gouvernement afghan à se joindre au processus de paix et à participer au système politique d'un Afghanistan souverain et uni soutenu par la communauté internationale, ou ils peuvent continuer à combattre les Afghans et à déstabiliser leur pays', State Department, The Nation, 3 août.

☒ LES DISCUSSIONS PRÉLIMINAIRES GOUVERNEMENT / ÉMISSAIRES TALIBANS GAGNENT-ELLES QUELQUE CHOSE DANS CES RÉVÉLATIONS - DISPARITIONS — SUCCESSION - NOMINATIONS ?

Rien n'est moins sûr. La fébrilité observée dans les rangs talibans, le jeu des chaises musicales qui devrait se poursuivre en son sein ces prochaines semaines, la pression croissante de l'opinion publique afghane sur les épaules du chef de l'Etat (grand partisan du dialogue avec les talibans et d'une dé- crispation avec le régime pakistanais), augurent mal un improbable coup d'accélérateur à cette entreprise par nature complexe. Du reste, au sein même des courants talibans favorables à l'ouverture d'un dialogue avec Kaboul — ces derniers sont loin d'être majoritaires sur le terrain...-, d'importantes divisions se font jour sur l'identité des personnalités et des instances censées parler au nom de l'insurrection...

☒ LES 'GAINS MILITAIRES' TALIBANS DE CES DERNIERS MOIS, RÉDHIBITOIRES POUR LES DISCUSSIONS DE PAIX ?

Si l'édifice taliban chancelle ces derniers jours et son *unité* apparaît de plus en plus ténue, cela ne s'est en revanche guère vu sur le terrain des combats depuis le début de l'année (cf. attentat-suicide à Puli Alam — province de Logar- le 6 août). Dans le nord et le nord-est notamment, où le mouvement ne compte pas que des admirateurs et où cependant, les talibans ont indiscutablement

“L’insurrection talibane est de plus en plus divisée, avec des commandants faisant allégeance à l’Etat Islamique”, John Sopko (Special Inspector General for Afghanistan reconstruction), Washington Times, 30 juillet.

Le patron des forces US en Afghanistan, le général John Campbell, estimait récemment à environ 4000 les pertes mensuelles subies par les forces afghanes (en cumulant les décès, les blessés...et les désertions) depuis le début de l’année ; un volume élevé naturellement insoutenable à terme, alors que, de leur côté, les troupes radicales insurgées ne semblent pas douter de leur mission ni connaître le moindre problème de motivation ou de recrutement...

marqué des points, parvenant à étendre leur joug à de nouveaux districts jusqu’alors hors de portée, en éprouvant durement des forces de sécurité afghanes (encore un peu tendres et à la détermination souvent incertaine), officiellement en première ligne dans les combats depuis janvier.

☒ **DISPARITION, SUCCESSION ET IMPLICATIONS VUES DE WASHINGTON.** Si l’essentiel est assurément ailleurs - quid de l’évolution des combats, de la stabilité des fragiles institutions afghanes, du soutien de la communauté internationale, de la résilience d’une population éreintée et d’une économie sinistrée, des chances de survie du dialogue Kaboul - talibans, etc.—, il n’épêche ; la mort de l’homme le plus recherché de ce début de XXI^e siècle après O. Ben Laden serait intervenue voilà deux ans sans que la puissante Amérique et ses moyens disproportionnés soient — à tout le moins officiellement...- en possession de cette information stratégique de tout premier ordre. Que doit-on en déduire ?

“En aucun cas les talibans, malgré une saison des combats très âpre, en dépit des lourdes pertes subies (par l’armée afghane), ne sont en mesure de renverser le gouvernement afghan”, Général John Campbell, allocution le 4 août à la Brookings Institution

PROSPECTIVE. La 4^e annonce a donc été la bonne ; évoquée à diverses reprises ces dernières années pour être à chaque fois démentie peu après, la mort de l’invisible Mollah Omar (non-apparu en public depuis 2001), leader spirituel du mouvement taliban afghan qui défia à l’automne 2001 les Etats-Unis d’Amérique en refusant de leur remettre O. Ben Laden (lequel profitait de l’hospitalité des autorités talibanes...) est aujourd’hui confirmée par ses ennemis (gouvernement afghan) comme par ses sympathisants. Si ces derniers - nombre d’entre eux déplorant timidement ces dernières années son absence physique et un silence assourdissant - pleurent leur dirigeant disparu, il ne leur a guère fallu de temps pour se déchirer dans des querelles de successions et de rivalités à l’afghane, l’identité autant que le mode de désignation du nouveau chef taliban - le Mollah Akhbar Muhammad Mansour, jusqu’alors n°2 de l’insurrection — faisant pour le moins débat. Ce ne sont pas les seuls ; une fois encore, quatre ans après que le monde eut découvert que le chef de la nébuleuse terroriste Al-Qaïda se terrait depuis des années à un km de la prestigieuse académie militaire d’Abbottabad (banlieue de la capitale pakistanaise Islamabad), le **Pakistan** est une fois encore pris la main dans le sac de ses errements dangereux et de son ingérence maladroite en **Afghanistan**, à la recherche d’une “profondeur stratégique” lui faisant défaut (vis-à-vis de l’Inde), d’un gouvernement malléable et sans grande autorité à Kaboul, arc-bouté sur une opposition de tous les instants à l’établissement d’un axe Kaboul - Delhi contrariant ses projets. L’apparente volonté d’Islamabad d’apaiser sa (chaotique) relation avec l’actuelle administration Ghani (en place depuis un an), sa contribution aux discussions préliminaires de paix entre Kaboul et les Talibans ne sauraient naturellement l’exonérer de ses choix stratégiques douteux.



Le mollah Omar, chef historique des talibans. mort à Karachi en 2013



J. Haqqani, chef du réseau Haqqani (affilié aux talibans). Sa mort fut annoncée 1 jour après celle du M. Omar



Mollah Akhbar M. Mansour, nouveau chef (contesté) des talibans, nommé à la hâte le 31 juillet.



L’organisation djihadiste ‘L’Etat Islamique’ : des ambitions dans l’Afghanistan post-mollah Omar.